



Institut
EGA

Hiérarchiser l'espace, discipliner les alliances : la National Defense Strategy 2026 comme instrument de gouvernement de la puissance américaine

Tewfik Hamel

Docteur en histoire militaire, chercheur associé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega).

28 janvier 2026

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Comment citer cette publication :

Tewfik Hamel, *Hiérarchiser l'espace, discipliner les alliances : la National Defense Strategy 2026 comme instrument de gouvernement de la puissance américaine*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 28 janvier 2026.

66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

Table des matières

Résumé	2
Abstract	2
Introduction	3
Hierarchie et chaîne de cohérence entre NSS, NDS, NMS, DPG et QDR	4
NDS 2026 : hierarchiser l'espace, sécuriser l'accès, rendre l'option coercitive disponible	5
Menace, intimidation et « Homeland and Hemisphere » : extension du mandat et police géopolitique	7
Dissuasion par déni : défense de façade, verrouillage de l'espace stratégique	8
Indicateurs matériels : budgets, réseau de bases, fréquence des emplois de la force	10
<i>Budgets : asymétrie mondiale, mobilisation et discipline des coalitions</i>	10
<i>Bases : points d'appui, accès, gouvernement de la distance</i>	11
<i>Interventions : continuum historique et normalisation de l'option militaire</i>	12
Militarisme : culture politique, croyances et reproduction organisationnelle	13
Conclusion	15
Annexe	16

Résumé

En replaçant la National Defense Strategy (NDS) 2026 dans une trajectoire longue, aussi bien doctrinale, institutionnelle que matérielle, cette étude montre comment la politique stratégique américaine combine expansion, production de menaces, intimidation, impérialisme, militarisme culturel et recours répété à l'outil militaire pour soutenir une domination mondiale. La démonstration s'appuie sur une lecture interdépendante de la chaîne de documents (NSS–NDS–NMS–DPG/QDR) et sur des indicateurs empiriques. La NDS 2026, en donnant une visibilité accrue à des objets géoéconomiques (canal de Panama, Groenland) et en réaffirmant le primat du « Homeland and Hemisphere », constitue une mise en forme plus explicite d'un invariant : gouverner la distance, ordonner les accès, discipliner les alliances et maintenir, par la crédibilité de la force, des rapports de puissance favorables. Les chiffres (poids budgétaire, réseau de bases, fréquence des emplois de la force) permettent d'objectiver cette continuité au-delà des variations rhétoriques.

Mots-clés : Stratégie américaine ; National Defense Strategy ; domination mondiale ; impérialisme informel ; militarisme ; dissuasion ; coercition ; bases militaires ; dépenses militaires ; interventions ; géoéconomie ; géopolitique des accès ; alliances ; chaîne NSS–NDS–NMS–DPG/QDR

Abstract

By situating the 2026 National Defense Strategy (NDS) within a long doctrinal, institutional, and material trajectory, this article shows how U.S. strategic policy combines expansion, the production of threats, intimidation, informal imperialism, cultural militarism, and repeated recourse to military force to sustain global dominance. The analysis relies on an interdependent reading of the documentary chain (NSS–NDS–NMS–DPG/QDR) together with empirical indicators related to budgets, basing, and intervention patterns. The 2026 NDS, by making geo-economic objects more visible (the Panama Canal, Greenland) and by reaffirming the primacy of the “Homeland and Hemisphere,” does not constitute a rupture but rather a more explicit formulation of an invariant: governing distance, ordering access, disciplining alliances, and maintaining—through the credibility of force—favorable power relations. Quantitative markers (budgetary weight, the global basing network, and the frequency of force deployments) help objectify this continuity beyond rhetorical variations.

Keywords : U.S. strategy ; National Defense Strategy ; global dominance ; informal imperialism ; militarism ; deterrence ; coercion ; overseas bases ; military expenditure ; interventions ; geo-economics ; geopolitics of access ; alliances ; NSS–NDS–NMS–DPG/QDR chain

Introduction

L'analyse d'une stratégie nationale de défense ne peut se limiter à ses formulations de surface¹. Une NDS est un instrument de gouvernement en ce qu'elle hiérarchise des espaces, fixe des priorités, configure des coalitions et traduit des intérêts politiques en exigences capacitaires. Dans la fabrique de la puissance, la stratégie est une procédure de sélection et de mise en cohérence qui relie un cadrage politico-diplomatique à des organisations, des budgets, des implantations et des options opérationnelles. Dans cette perspective, « expansion » ne renvoie pas seulement à l'acquisition territoriale mais désigne aussi l'extension d'un droit de regard sur les passages, les réseaux et les interdépendances, ainsi que la capacité à maintenir une présence qui transforme des régions entières en infrastructures de primauté.

La NDS 2026, désormais disponible dans sa version non classifiée, illustre de manière particulièrement nette cette articulation entre discours, dispositifs et ressources. Elle revendique une hiérarchisation initiale : défendre la patrie, agir dans l'hémisphère, dissuader dans les théâtres critiques, préparer une compétition de long terme. Elle inscrit explicitement des enjeux d'accès et d'infrastructure dans le périmètre de la « défense ». En mentionnant le canal de Panama et le Groenland comme « terrains clés » dont l'accès militaire et commercial doit être garanti, le texte signale que la sécurité est pensée comme architecture des flux autant que comme préparation au combat. Cette extension du mandat transforme des nœuds géoéconomiques en objets sécuritaires, de sorte qu'il s'agit moins de conquérir que d'empêcher l'émergence de verrous concurrents, en maintenant des couloirs ouverts et des points d'appui disponibles².

Pour saisir la portée d'une telle stratégie, il faut enfin la réinscrire dans la sociologie des organisations militaires et dans l'histoire politique américaine. La militarisation s'enracine dans des routines bureaucratiques, des coalitions d'intérêts, des récits nationaux et des mécanismes de financement qui rendent l'option militaire durablement disponible. L'outil militaire devient alors une forme d'action publique « prête à l'emploi ». Il peut être mobilisé comme réponse à des crises extérieures, mais aussi comme technologie de gouvernement de l'ordre international à travers la projection, la dissuasion, la coercition et la sécurisation des routes au nom d'un intérêt défini comme global.

¹ U.S. Department of War, 2026 National Defense Strategy (Washington, DC : Department of Defense, janvier 2026), p. 3–4 ; Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Trends in World Military Expenditure, 2024, Fact Sheet (Stockholm : SIPRI, avril 2025), pp. 1–2.

² U.S. Department of War, *op. cit.*, pp. 2-3

Hiérarchie et chaîne de cohérence entre NSS, NDS, NMS, DPG et QDR

Dans l'architecture américaine, la National Security Strategy (NSS) constitue le document-cadre présidentiel. Elle fixe les fins politiques générales, c'est-à-dire les intérêts, la représentation des menaces et l'horizon de rivalité. En définissant ce qui doit être protégé (sécurité intérieure, prospérité, influence) et ce qui doit être empêché (contestation d'un ordre jugé favorable), la NSS ordonne l'agenda de sécurité nationale et sert de référentiel aux administrations civiles et militaires. Sa fonction est d'autant plus structurante qu'elle fournit un langage commun aux acteurs (Maison-Blanche, Département d'État, agences de renseignement, Congrès) et qu'elle légitime des priorités qui, ensuite, se déclinent en plans, programmes et normes d'alliance³.

La National Defense Strategy (NDS) est la traduction « défense » de ces fins, puisqu'elle précise comment le Département de la Défense entend faire progresser les objectifs de la NSS. La NDS 2026 l'affirme explicitement en se présentant comme alignée sur les directions de la NSS et en organisant son action autour de lignes d'effort (défense du Homeland, dissuasion de la Chine, partage du fardeau, base industrielle). Ce passage du politique au stratégique est un moment d'« encodage » : la hiérarchisation des théâtres, la définition de l'espace prioritaire (hémisphère, Indo Pacifique) et l'identification de « terrains clés » (Panama, Groenland) transforment des intérêts généraux en objectifs opérationnalisables⁴.

À l'échelon proprement militaire, la National Military Strategy (NMS), produite par le Chairman des Joint Chiefs of Staff, fournit la charpente « fins-voies-moyens-risques » applicable à la Joint Force. Elle convertit une intention stratégique en concepts d'emploi (posture, readiness, dissuasion, déploiements) et explicite les arbitrages entre les missions prioritaires, les capacités devant être renforcées et les risques qui sont acceptés. Cette conversion est cruciale pour comprendre la continuité impériale. Même lorsque la rhétorique change, la grammaire militaire (présence avancée, mobilité stratégique, frappes à longue portée, interopérabilité alliée) reproduit des exigences stables d'accès et de projection.

Le passage du stratégique au programmable s'opère ensuite par la mécanique de planification-ressources, au sein de laquelle la Defense Planning Guidance (DPG), souvent classifiée dans sa version intégrale, joue un rôle de charnière. Dans les logiques du PPBE (Planning, Programming, Budgeting, Execution), ce type de planification transforme des

³ The White House, National Security Strategy of the United States of America (Washington, DC : The White House, novembre 2025), p. 7.

⁴ U.S. Department of War, *op. cit.*, p. 3–4; The White House, *op. cit.*, pp. 11–12 et p. 17.

priorités en objectifs capacitaires, puis en programmes, puis en arbitrages budgétaires. Ici se noue une interdépendance circulaire dans la mesure où la stratégie fixe l'ambition, la programmation en mesure la soutenabilité et le budget rétroagit sur la stratégie en filtrant ce qui est réellement finançable. Une fois qu'une famille de capacités est institutionnalisée (bases, porte-avions, satellites, stocks de munitions, chaînes industrielles), les coûts de sortie deviennent politiquement et organisationnellement élevés.

Le QDR (Quadrennial Defense Review) occupait historiquement une place comparable. Il s'agit d'une revue périodique liant stratégie, programmes et ressources, conçue pour arbitrer entre ambitions et contraintes. Même lorsque le produit public a été reconfiguré au profit de cycles centrés sur la NDS, la logique du QDR consistant à mettre en cohérence la posture globale, la structure de forces et les investissements reste au cœur de l'état de défense. De ce point de vue, l'interdépendance s'apparente en l'espèce à une chaîne de cohérence qui connecte des représentations du monde à une économie de la puissance et à une sociologie des organisations militaires.

Cette hiérarchie documentaire produit enfin un effet politique majeur car elle stabilise l'option militaire comme ressource de gouvernance. Lorsque les menaces sont cadrées dans la NSS, traduites en lignes d'effort dans la NDS, puis converties en exigences de forces et en trajectoires industrielles, l'usage de la force devient moins une exception qu'une possibilité permanente. La complémentarité entre ces documents contribue ainsi à une forme de « permanence matérielle ». Des capacités et des implantations sont maintenues pour « être prêtes » et cette préparation elle-même, en retour, encourage des politiques d'intimidation et de coercition, parce que les moyens existent déjà et que leur emploi apparaît comme une solution crédible.

NDS 2026 : hiérarchiser l'espace, sécuriser l'accès, rendre l'option coercitive disponible

La hiérarchisation revendiquée par la NDS 2026 révèle une logique expansionniste structurante, reposant sur la défense du territoire, le traitement de l'hémisphère comme profondeur stratégique, la dissuasion dans les théâtres jugés décisifs et la préparation à une compétition de long terme contre des puissances capables de contester l'ordre. L'énumération des priorités implique une capacité à définir ce qui compte, où et pour qui, à l'échelle planétaire. La stratégie

construit une cartographie hiérarchique des espaces, des adversaires et des responsabilités. Elle inscrit cette cartographie dans des lignes d'effort qui orientent la posture et l'investissement⁵.

Le texte rend particulièrement explicite l'élargissement de la « défense » vers des objets géoéconomiques. En affirmant que l'accès américain à des « terrains clés » comme le canal de Panama et le Groenland était « de plus en plus incertain », la stratégie place des infrastructures de circulation et de positionnement au cœur d'une doctrine de sécurité. Ces lieux concentrent des fonctions logistiques (routes maritimes, capacités de projection, points d'écoute, ravitaillement) et des leviers économiques (flux commerciaux, ressources, normes d'accès). L'objectif est de rendre impraticable toute fermeture concurrente et de conserver un droit de contrôle sur les corridors jugés vitaux⁶.

Dans cette perspective, la NDS 2026 insiste sur la reconstruction d'une base industrielle de défense capable de produire « à grande échelle », rapidement et avec qualité, en mobilisant aussi la production alliée. La puissance se déplace vers les systèmes : chaînes de valeur, stocks de munitions, innovation duale, capacités spatiales et cyber, et résilience logistique. La stratégie assume ainsi un retour à une économie politique de la primauté consistant à sécuriser l'industrie, réduire les dépendances et contrôler les vulnérabilités technologiques, afin que la supériorité militaire demeure soutenable et que la contestation devienne coûteuse en amont, avant même la manœuvre⁷.

Le partage du fardeau apparaît comme un second pilier expansionniste, parce qu'il conditionne l'architecture impériale à la discipline des coalitions. La NDS 2026 érige en « nouveau standard mondial » une cible de 5 % du PIB (3,5 % pour les dépenses militaires « cœur » et 1,5 % pour des dépenses de sécurité), en affirmant vouloir l'étendre au-delà de l'Europe. Ce chiffre institue une norme hiérarchique où la contribution budgétaire devient un instrument de pression, de classement et d'alignement. Dans la logique transactionnelle qui prime aujourd'hui, une coalition coûte cher. Exiger des contributions, c'est aussi exiger une conformité stratégique⁸.

La centralité de la Chine organise l'ensemble. La stratégie américaine assume une compétition systémique et cherche à « ériger une forte défense par déni » le long de la First Island Chain, tout en évitant un langage de guerre immédiate. La « dissuasion » fonctionne comme une politique de verrouillage, pour empêcher l'adversaire d'atteindre ses objectifs, réduire sa liberté d'action et maintenir la capacité américaine à imposer des termes favorables. Loin d'être une simple posture défensive, cette logique suppose une présence avancée, des alliances interopérables et des capacités de frappe et de renseignement qui structurent l'espace régional⁹.

⁵ U.S. Department of War, *op. cit.*, pp. 3–4.

⁶ *Ibid.*, p. 2.

⁷ *Ibid.*, pp. 4–5.

⁸ *Ibid.*, pp. 4–5.

⁹ *Ibid.*, pp. 3–4, 19.

Enfin, la NDS 2026 met en scène une « tonalité » d'intimidation assumée en affirmant que le changement de style est nécessaire et qu'il s'agit d'être « honnête mais clair » sur l'urgence pour les alliés de « faire leur part ». Dans une sociologie des relations internationales attentive aux signaux, la crédibilité se construit autant par les capacités que par la disposition déclarée à les employer. En ce sens, la rhétorique de la fermeté est une technologie de gouvernement qui vise à produire des comportements (investir, s'aligner, accepter des priorités)¹⁰.

Menace, intimidation et « Homeland and Hemisphere » : extension du mandat et police géopolitique

La catégorie « Homeland and Hemisphere » condense une dynamique classique, consistant à internaliser des phénomènes externes (criminalité, narcotrafic, influence) pour justifier une approche de sécurité intégrée, où la défense nationale se rapproche des politiques de souveraineté et d'ordre public. En affirmant que « la sécurité des frontières est la sécurité nationale » et en prescrivant des priorités telles que « sceller les frontières » et « repousser des formes d'invasion », la NDS 2026 élargit la définition de la menace et reconfigure la frontière en théâtre de sécurité. L'hémisphère est alors pensé comme profondeur stratégique : une zone dont la stabilité, l'orientation politique et les routes doivent être maintenues pour protéger le centre¹¹.

Ce déplacement opère une double conversion. D'une part, des enjeux sociaux et transfrontaliers sont requalifiés en menaces quasi militaires. La criminalité organisée devient un adversaire, les flux migratoires un risque et la contestation politique une possible « influence hostile ». D'autre part, l'action militaire se présente comme une extension d'action publique, capable de soutenir des objectifs civils (contrôle des frontières, lutte contre des réseaux) en mobilisant des moyens de surveillance, de mobilité et de coercition. La stratégie évoque ainsi la nécessité de traiter les menaces « plus profondément dans l'hémisphère » et d'être prête à des actions focalisées, ce qui inscrit l'idée d'intervention régionale dans le champ du plausible¹².

Les études stratégiques soulignent que la menace n'est pas seulement un fait objectif et est aussi un produit de cadrage. Nommer un phénomène comme menace, c'est autoriser des instruments exceptionnels et déplacer des frontières administratives. Dans une lecture de

¹⁰ *Ibid.*, pp. 4–5.

¹¹ *Ibid.*, pp. 3–4.

¹² *Ibid.*, pp. 3–4.

politiques publiques, ce processus crée des coalitions : agences de sécurité, élus locaux, industries de surveillance, segments du champ médiatique. Une fois constitué, ce complexe stabilise la demande de moyens, de budgets et de prérogatives, ce qui transforme la sécurité régionale en politique durable. L'expansion se manifeste alors par la normalisation d'une présence et d'un contrôle, plutôt que par l'occupation formelle.

La NDS 2026 associe explicitement cette logique à l'accès et aux « terrains clés ». La vision américaine consiste aujourd'hui à rappeler qu'un hémisphère sécurisé n'est pas seulement un voisinage pacifié. C'est aussi un ensemble de routes, de détroits et de plateformes qui conditionnent la projection globale. Sécuriser Panama, surveiller les approches, contrôler les flux logistiques et financiers revient à protéger la capacité de déployer la force ailleurs. L'intimidation à l'œuvre vise autant les adversaires déclarés que les acteurs périphériques (États partenaires, élites, réseaux) auxquels il est signifié que l'autonomie peut être requalifiée en risque¹³.

Cette configuration est compatible avec un empire informel sans frontières fixes, avec une politique de police géopolitique qui combine surveillance, pressions économiques, accords de sécurité et, en dernier ressort, option militaire. La rhétorique de l'évitement de l'« overstretch » ne supprime pas ce dispositif. Elle peut au contraire en renforcer la logique, en cherchant à déléguer une partie des coûts tout en conservant la capacité de décider des priorités et d'arbitrer les crises. L'hémisphère devient ainsi un théâtre permanent de stabilisation et de discipline, intégré à la compétition globale.

Dissuasion par déni : défense de façade, verrouillage de l'espace stratégique

La dissuasion par déni (« deterrence by denial ») est présentée comme défensive : empêcher un adversaire d'atteindre ses objectifs, et donc réduire l'attrait de l'agression. La NDS 2026 affirme vouloir « ériger une forte défense par déni » le long de la First Island Chain et « renforcer la dissuasion par déni » afin que toute tentative d'agression « échoue » et ne vaille pas d'être tentée. Cette formulation produit un effet de légitimation, en habillant une posture de verrouillage en langage de prévention¹⁴.

¹³ *Ibid.*, p. 2.

¹⁴ *Ibid.*, pp. 3–4, 19.

Sur le plan stratégique, le déni fonctionne pourtant comme une modalité de domination. Il ne s'agit pas seulement de se protéger, mais de limiter la liberté d'action de l'autre sur son propre voisinage, en saturant l'espace de capteurs, de frappes et de capacités d'interdiction. Le déni suppose des infrastructures (bases, accords d'accès, prépositionnements), une interopérabilité alliée et une capacité de frappe à distance qui peut, au besoin, escalader. La NDS 2026 explicite d'ailleurs que cette défense par déni doit préserver la capacité de la Joint Force à conduire des opérations et des frappes « n'importe où dans le monde », y compris « directement depuis le Homeland ». La « défense » devient ainsi une grammaire de l'ubiquité¹⁵.

Dans la stratégie américaine, la ligne de partage entre dissuasion et coercition a toujours été poreuse. Si la dissuasion vise à influencer le calcul adverse, la coercition vise à modifier le comportement par la menace crédible de coûts ou par l'interdiction des gains. Dans une sociologie des relations internationales, la crédibilité dépend de signaux répétés, de démonstrations de force et de la perception que l'escalade est gérable. Le déni, en tant que posture permanente, entretient ces conditions. Il exige des exercices, des déploiements et une disponibilité de l'outil militaire, qui nourrissent en retour l'intimidation.

Le déni est aussi une réponse organisationnelle au problème de simultanéité : être en mesure de faire face à des crises multiples sans « surextension ». La NDS 2026 traite explicitement ce « simultaneity problem » et le relie au partage du fardeau. Si les alliés prennent davantage la responsabilité de leur défense conventionnelle, les forces américaines peuvent se concentrer sur le Homeland et l'indopacifique. Cette solution est typique d'un empire informel : déléguer une partie de la charge tout en conservant la capacité de décision, puis convertir la coalition en mécanisme de gestion de portefeuille¹⁶.

Enfin, la dynamique de déni s'inscrit dans une économie politique des cycles de puissance. Des analyses sur les grandes puissances ont souligné la tentation des stratégies coercitives et expansionnistes dans les phases de consolidation, puis la contrainte budgétaire et la défense plus statique dans les phases de déclin. L'intérêt de cette grille de lecture est de montrer que l'affichage d'une posture « défensive » peut coexister avec la recherche de domination, parce que le verrouillage et l'accès sont des formes d'expansion qui se présentent comme des nécessités de sécurité¹⁷.

¹⁵ *Ibid.*, p. 19.

¹⁶ *Ibid.*, pp. 19–20.

¹⁷ Alastair Iain Johnston, *Cultural Realism: Strategic Culture and Grand Strategy in Chinese History* (Princeton : Princeton University Press, 1995), pp. 57, 167 et 176–177.

Indicateurs matériels : budgets, réseau de bases, fréquence des emplois de la force

Budgets : asymétrie mondiale, mobilisation et discipline des coalitions

La matérialité budgétaire est l'un des supports les plus directs de la crédibilité stratégique. Selon le SIPRI, les dépenses militaires américaines atteignent 997 milliards de dollars en 2024, ce qui représente environ 37 % des dépenses militaires mondiales, et près des deux tiers des dépenses cumulées des membres de l'OTAN. Cette asymétrie confère une capacité singulière à soutenir simultanément présence, innovation, stocks et opérations, et à faire du temps un avantage (capacité à durer)¹⁸.

Cette puissance budgétaire se combine avec une capacité de mobilisation variable selon les périodes. Les tables historiques du DoD montrent que les dépenses de défense ont pu atteindre des niveaux très élevés en proportion du PIB lors des guerres majeures, avant de redescendre tout en demeurant structurellement supérieures à celles de la plupart des compétiteurs. Cette plasticité nourrit une doctrine de « readiness », où la possibilité de remonter rapidement en puissance est inscrite dans des infrastructures industrielles, des réserves, des cycles d'acquisition et une culture organisationnelle. Autrement dit, l'effort budgétaire est une architecture qui rend la projection soutenable¹⁹.

La NDS 2026 ajoute à cette dimension un usage normatif du budget. En fixant un standard de 5 % du PIB pour les alliés et partenaires, elle transforme la dépense en instrument de hiérarchisation. L'argument est stratégique (résoudre le problème de simultanéité) mais la conséquence est politique : le partage du fardeau est devenu une condition de légitimité dans l'Alliance. La contrainte financière, internalisée par les partenaires, fonctionne ainsi comme dispositif d'alignement, en orientant les acquisitions (interopérables), les postures (compatibles) et les priorités (conformes aux théâtres jugés centraux)²⁰.

On observe ici une combinaison typique entre expansion et intimidation. La domination ne s'énonce pas seulement par l'ampleur du budget américain, mais par la capacité à imposer des normes de dépense et de posture à d'autres États. Dans une perspective de politiques publiques

¹⁸ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *op. cit.*, pp. 1–2.

¹⁹ U.S. Department of Defense, Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), National Defense Budget Estimates for FY 2025 (Washington, DC: DoD, 2024), Table 7 7, p. 294.

²⁰ U.S. Department of War, *op. cit.*, pp. 4–5.

comparées, cette logique revient à externaliser une partie du coût de la primauté tout en conservant le contrôle des standards, des chaînes logistiques et des architectures d'alliance. L'expansion est donc aussi une expansion des obligations d'autrui.

Bases : points d'appui, accès, gouvernement de la distance

Le réseau de bases outre-mer matérialise l'expansion par l'accès. Le Congressional Research Service recense au moins 128 bases persistantes réparties dans 51 pays, dont 68 considérées comme « enduring » (permanentes) et 60 autres military sites ; 56 des 68 bases enduring ont été établies pendant la guerre froide, ce qui montre la profondeur historique des implantations. Ces bases ne sont pas seulement des infrastructures militaires et sont aussi des dispositifs juridiques (accords de statut des forces), économiques (emplois, contrats, sous-traitance) et diplomatiques (signal de garantie), qui ancrent la présence et rendent coûteuse toute remise en cause²¹.

La distribution régionale illustre un double mouvement de concentration dans l'indopacifique et de maintien d'un maillage eurasiatique. Le CRS indique que les bases et sites persistent surtout en Indo-Pacifique (53), en Europe (27) et au Moyen-Orient (21), tandis que l'Afrique (5) et l'Amérique centrale et du Sud (5) demeurent quantitativement moins dotées mais non négligeables si l'on considère leur rôle de surveillance, de logistique et de contrôle des approches. Cette géographie dessine une « ceinture » d'accès qui permet d'agir sur les théâtres centraux tout en sécurisant des lignes de communication²².

Les effectifs stationnés à l'étranger donnent une mesure supplémentaire de cette infrastructure de projection. Le CRS mentionne, parmi les principaux pays hôtes, environ 54 774 militaires au Japon, 37 862 en Allemagne et 23 472 en Corée du Sud ; en Italie, 12 481 ; dans le Golfe, des présences significatives comme 13 635 au Koweït et 8 020 au Qatar. Ces ordres de grandeur indiquent que la « présence » organise des capacités de déploiement, de soutien et de commandement qui réduisent les délais d'action et accroissent l'effet d'intimidation²³.

Du point de vue de la sociologie des organisations, ce réseau produit des inerties : budgets d'entretien, chaînes d'approvisionnement, dépendances économiques locales, routines de coopération interarmées et interalliées. Les bases deviennent des nœuds d'un système et le système, par ses coûts fixes et ses avantages opérationnels, encourage la reproduction de la posture globale. Ce mécanisme est central pour comprendre la continuité impériale. Même lorsque l'administration proclame un « recentrage », l'infrastructure de la distance permet de maintenir une capacité d'action mondiale en modulant l'intensité plutôt que la présence.

²¹ Congressional Research Service, Luke A. Nicastrò et Andrew Tilghman, U.S. Overseas Basing: Background and Issues for Congress, R48123 (Washington, DC : CRS, 10 juillet 2024), p. 1.

²² *Ibid.*, p. 5.

²³ *Ibid.*, p. 6.

Dans la NDS 2026, la logique des points d'appui se combine à la logique des « terrains clés ». Le canal de Panama et le Groenland apparaissent comme des objets où l'accès, le positionnement et l'infrastructure sont explicitement politisés. En termes géopolitiques, il s'agit de verrouiller des passages et des plateformes qui conditionnent l'aptitude à projeter la force, à sécuriser des routes et à contrôler des dépendances. L'expansion, ici, est une expansion de capacité. Il s'agit de pouvoir être là, rapidement, et de rendre la fermeture par un tiers matériellement risquée²⁴.

Interventions : continuum historique et normalisation de l'option militaire

La continuité interventionniste est documentée par le CRS dans son inventaire des emplois de la force (1798–2023), qui recense une multitude d'actions armées, d'opérations, de déploiements coercitifs et d'interventions ponctuelles. Le rapport rappelle notamment que les États-Unis n'ont déclaré la guerre formellement que dans un nombre limité de cas (cinq guerres, onze déclarations), tandis que la pratique politique a multiplié les usages de la force en dehors de ce cadre, par résolutions, autorisations, ou décisions exécutives. Cette dissociation entre légalité formelle et pratique opérationnelle contribue à banaliser le recours à l'outil militaire²⁵.

Dans une perspective d'histoire militaire, cette liste dessine un continuum où la force sert à des fins variées : protection de ressortissants, sécurisation de routes, démonstration de puissance, soutien à des alliés, interdiction de capacités adverses, contre-insurrection, contre-terrorisme. Sur le long terme, l'« intervention » devient une forme routinière de politique étrangère. Elle est facilitée par l'infrastructure de bases, par la capacité de déployer rapidement et par l'existence d'outils juridiques flexibles. L'impérialisme se traduit alors par une disponibilité permanente de la contrainte, même lorsque l'objectif affiché est limité.

Les ordres de grandeur des engagements majeurs montrent la capacité de massification. Le CRS rappelle un pic d'environ 543 000 militaires américains au Vietnam, tandis que d'autres théâtres contemporains ont connu des niveaux importants de présence, avant des réductions reconfigurées en « empreintes » plus légères. Cette variabilité illustre une stratégie d'ajustement qui vise le changement le format de la présence (bases, drones, forces spéciales, conseillers) plutôt que le renoncement à l'option d'intervenir. L'intimidation se nourrit de cette plasticité car la capacité à monter en puissance, puis à réduire sans disparaître, entretient un signal de persistance²⁶.

Du point de vue des politiques publiques, la répétition des opérations produit des effets de rétroaction : budgets extraordinaires, régimes dérogatoires, apprentissages organisationnels, marchés de défense, professionnalisation de la gestion de crise. Ces effets structurent un « écosystème » où la solution militaire bénéficie d'avantages comparatifs (rapidité, visibilité, chaîne de commandement), tandis que des solutions diplomatiques ou socioéconomiques

²⁴ U.S. Department of War, *op. cit.*, p. 2.

²⁵ Congressional Research Service, *Instances of Use of United States Armed Forces Abroad, 1798–2023*, R42738 (Washington, DC : CRS, 2024), pp. 1–2.

²⁶ *Ibid.*, p. 30.

peuvent apparaître plus lentes et incertaines. L'outil militaire est dès lors un instrument de gouvernement de la domination, parce qu'il est institutionnellement prêt, et parce que son emploi alimente les justifications de sa propre existence.

La NDS 2026, en réaffirmant des options coercitives disponibles, y compris dans l'hémisphère occidental, s'inscrit dans cette normalisation. La force est présentée comme garantie ultime, non seulement contre des États, mais contre des réseaux et des menaces hybrides. Ce cadrage est cohérent avec une stratégie de primauté, consistant à maintenir un spectre complet d'escalade afin que l'ordre d'accès et les hiérarchies régionales puissent être « défendus » au sens large, c'est-à-dire imposés si nécessaire²⁷.

Militarisme : culture politique, croyances et reproduction organisationnelle

Le militarisme ne se réduit ni à un budget ni à une idéologie proclamée. Il renvoie à un système de croyances, de routines et de récits par lesquels une société accepte la guerre comme instrument normal de son histoire et de sa puissance. Dans la culture américaine, plusieurs travaux ont insisté sur l'idée d'un pays « forgé par la guerre » : manquer la guerre, c'est manquer l'Amérique, parce que la guerre est perçue comme régénératrice et rédemptrice. Cette matrice culturelle rend la mobilisation plus intelligible et fournit une grammaire morale à la projection où la force est présentée comme épreuve, preuve et salut²⁸.

Ce registre culturel s'articule à une production institutionnelle de l'héroïsme et du sacrifice. La guerre, même lorsqu'elle est éloignée, est intégrée à l'imaginaire national par des rituels, des dispositifs éducatifs et médiatiques, et une esthétique de la puissance. Les interactions entre Hollywood, le Pentagone et les industries de défense illustrent cette fabrication entre coopération sur les scénarios, accès aux matériels, valorisation d'une image de compétence et de supériorité. Le militarisme devient alors une « socialisation » en ce qu'il naturalise la présence mondiale et rend familière l'idée que l'ordre international dépend, en dernier ressort, de la capacité américaine à frapper, protéger et punir²⁹.

Le militarisme fonctionne également comme une croyance sur la nature humaine, notamment l'idée que les êtres humains seraient par nature violents et compétitifs et que la

²⁷ U.S. Department of War, *op. cit.*, pp. 3–4.

²⁸ John Limon, *Writing After War: American War Fiction from Realism to Postmodernism* (New York: Oxford University Press, 1994), p. 7.

²⁹ Jean Michel Valantin, *Hollywood, le Pentagone et le monde* (Paris : Autrement, 2010), pp. 161–162.

guerre serait inévitable. Cette représentation est pourtant contestée par des approches scientifiques rappelant que la guerre n'est pas un instinct biologiquement déterminé et que certaines cultures ont connu de longues périodes sans guerre organisée. L'intérêt de ce débat est méthodologique. Si la guerre n'est pas une fatalité, alors l'expansion militarisée relève de choix politiques, d'institutions et de structures sociales et peut donc être analysée comme politique publique et comme système de pouvoir³⁰.

Sur le plan organisationnel, l'État de défense renforce cette disposition. Les grands appareils militaires exigent du temps, des expérimentations et des dépenses. Ils sont intimement liés à la vie nationale complexe d'un peuple. Une fois stabilisé, un système militaro-industriel crée des dépendances s'agissant des emplois, territoires, contrats, expertises et circuits de décision. Il produit aussi des routines de planification qui privilégient des solutions militaires parce qu'elles correspondent aux compétences disponibles et aux chaînes de commandement existantes. Cette reproduction organisationnelle explique pourquoi l'intimidation et le recours à la force peuvent apparaître comme des réponses « naturelles ». Elles sont rendues naturelles par les institutions.

Enfin, la lecture en cycles de puissance éclaire la place de la coercition. Des analyses sur l'histoire des empires ont souligné le risque d'une confiance excessive des puissances dominantes et la difficulté de discerner les limites de l'effort. Dans cette optique, le recours croissant à la force militaire peut être interprété comme une stratégie de compensation. Lorsque l'ordre est contesté, la tentation est de multiplier les démonstrations et de durcir la posture. La NDS 2026, avec son style de « paix par la force », ses exigences chiffrées et sa volonté d'être capable d'opérer partout, illustre cette logique. La domination mondiale se défend en rendant la contestation matériellement risquée, politiquement coûteuse et symboliquement disqualifiée³¹.

³⁰ UNESCO, *The Seville Statement on Violence* (Paris : UNESCO, 1986), p. 1.

³¹ Jakub J. Grygiel, *op. cit.*, p. 167 et 176–177; U.S. Department of War, *op. cit.*, pp. 4–5.

Conclusion

La NDS 2026 s'inscrit dans une continuité où expansion, menace, intimidation, impérialisme, militarisme et outil militaire se renforcent mutuellement. L'expansion passe par le contrôle des accès et des « terrains clés », par le maillage des bases et par l'industrialisation de la préparation. La menace est produite et hiérarchisée par la chaîne NSS–NDS–NMS, puis traduite en capacités et en normes budgétaires. L'intimidation opère par la combinaison de la présence, des exigences imposées aux alliés et de la disposition proclamée à l'action. L'impérialisme, enfin, se manifeste moins par l'annexion que par la normalisation d'un droit de tutelle sur les passages, les dépendances et les architectures de sécurité³².

Dans cette perspective, la domination mondiale se construit par un système : documents stratégiques imbriqués, planification-ressources, réseau d'implantations, capacité budgétaire, et culture politique de la guerre. Les indicateurs empiriques que sont le poids des dépenses, la densité des points d'appui et la fréquence des emplois de la force montrent que ce système a une matérialité qui rend l'option militaire disponible. Cette disponibilité, en retour, produit une politique de primauté où l'accès et la coercition deviennent des catégories de gouvernement³³.

Comparer la NDS 2026 aux doctrines antérieures revient alors moins à opposer des styles qu'à suivre une matrice : sécuriser les communs, maintenir des rapports de force favorables, discipliner les coalitions et préserver une capacité d'action globale. La nouveauté réside surtout dans la brutalité des désignations et dans la transactionnalisation de l'alliance atlantique. L'invariant demeure une expansion systémique où la puissance américaine se définit comme capacité à ordonner l'espace mondial.

³² *Ibid.*, p. 2; Congressional Research Service, *op. cit.*, p. 1; Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *op. cit.*, pp. 1–2.

³³ Congressional Research Service, *op. cit.*, p. 1–2; U.S. Department of Defense, Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), *op. cit.*, p. 294.

Annexe

Remarques méthodologiques sur la violence et les déterminismes

Les approches critiques du militarisme ne supposent pas que la guerre soit une fatalité biologique. La « Seville Statement on Violence », rédigée par des scientifiques pour réfuter l'idée d'un déterminisme instinctuel de la violence organisée, rappelle qu'il est scientifiquement incorrect d'affirmer que la guerre serait causée par l'instinct et qu'il existe des sociétés ayant connu des périodes longues sans guerre. Cette précision importe pour l'analyse : si la guerre est un fait social, elle dépend d'institutions, d'intérêts, de cadres normatifs et de technologies politiques. Elle peut dès lors être expliquée et contestée en tant que production historique³⁴.

Dans l'étude des stratégies de défense, cette perspective conduit à traiter les doctrines comme des dispositifs d'action publique. Les documents stratégiques organisent la distribution des ressources, la définition des menaces, la légitimation de la coercition et la reproduction d'un ordre. L'analyse empirique (budgets, bases, interventions) permet alors d'objectiver les continuités et de distinguer la rhétorique des transformations matérielles.

³⁴ UNESCO, *op. cit.*, p. 1.



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org